

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 14/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE NOUVELLE BRANCHER**

Parc d'activité du Saule  
28170 Tremblay-Les-Villages

Références : IC240742/VAT20250019  
Code AIOT : 0010004854

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE BRANCHER implanté Parc d'activité du Saule 28170 Tremblay-les-Villages. L'inspection a été annoncée le 13/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Lors de la visite du 7 mai 2024, l'inspection des installations classées a constaté le non-respect des dispositions du code de l'environnement relatives à la cessation d'activité d'une ICPE à autorisation. Ce constat a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 août 2024.

La visite du 19 novembre 2024 consistait à contrôler le respect de l'arrêté de mise en demeure du 5 août 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE NOUVELLE BRANCHER
- Parc d'activité du Saule 28170 Tremblay-les-Villages
- Code AIOT : 0010004854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SN BRANCHER était productrice et distributrice d'encre.

La société a été placée en liquidation judiciaire le 6 avril 2023.

Le liquidateur judiciaire est la Selarl PJA, dont Maitre Joulain est le représentant.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise en sécurité - cessation	Code de l'environnement du 19/11/2024, article R. 512-75-1	Consignation	30 jours
2	Mise à l'arrêt des installations	Code de l'environnement du 19/11/2024, article R. 512-39-1	Consignation	30 jours
3	Cessation d'activité - ATTES MEMOIRE	Code de l'environnement du 19/11/2024, article R. 512-39-3	Consignation	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Mise en sécurité - cessation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/11/2024, article R. 512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité suite à la cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.  La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :  1° La mise à l'arrêt définitif ;  2° La mise en sécurité ;  3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

#### 4° La réhabilitation ou remise en état.

Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.

II.- Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité.

Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

VII.- Lorsque la ou les installations concernées par la cessation d'activité continuent d'être le siège d'une activité qui ne justifie plus leur classement au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9, les mesures prises sur le fondement du 1° du I et du IV peuvent être adaptées, pour répondre aux nécessités de l'activité qui continue, selon les modalités précisées par l'arrêté

ministériel prévu au III des articles R. 512-39-1, R. 512-46-25 et R. 512-66-1.

#### **Constats :**

Lors de la visite, le liquidateur judiciaire indique qu'il n'a plus accès au site, le propriétaire ayant repris les clés du site, suite au non-paiement des loyers.

Le liquidateur indique qu'il a adressé un courriel à l'inspection des installations classées le 2 octobre 2024 pour justifier l'insolvabilité de la liquidation judiciaire de la SASU SN BRANCHER et les risques de pollution du site ICPE. Il n'est donc pas en mesure de réaliser la mise en sécurité telle que définie par le code de l'environnement.

L'inspection des installations classées rappelle au liquidateur judiciaire que tout document relatif à la cessation d'activité d'une ICPE est à adresser au Préfet.

Sur le terrain, il est observé que l'état du site, constaté lors de la visite d'inspection du 7 mai 2024 n'a pas évolué. La mise en sécurité n'a pas été effectuée.

Les observations formulées dans le rapport de la société CORAVAL en date du 26 janvier 2024 sur la présence d'installations ou déchets susceptibles de présenter des risques d'incendie ou d'explosion, en particulier des cuves vidangées mais non dégazées et non inertées sont toujours d'actualité. L'inspection des installations classées note que la société CORAVAL ne dispose pas de la certification dans le domaine des sites et sols pollués.

Le propriétaire du site (société SOREMI) a missionné une entreprise pour évaluer le coût de la mise en sécurité du site. Lors de la visite d'inspection, les éléments à mettre en sécurité sont évoqués avec la société ayant effectué le retrait d'une partie des déchets lors de l'arrêt des activités sur le site. Sont ainsi mises en avant les actions suivantes à réaliser :

- l'évacuation des déchets dangereux et non dangereux résiduels encore présents sur site : déchets de vidange des équipements générés lors du démantèlement des machines (huiles dans une fosse au niveau de l'atelier vernis), produits et/ou matières premières non vendus non évacués du site par les acquéreurs suite à la vente aux enchères, les déchets non dangereux divers qui sont encore présents dans les bâtiments (déchets en mélange, archives papier, cartons divers...) ;
- l'évacuation de 7 cuves aériennes de 10 000 L contenant des vernis, présentes dans le local technique au 1er étage du bâtiment de production et des produits s'étant répandus sur le sol de ce local technique.
- l'évacuation des cuves enterrées présentes à l'extérieur au droit de l'aire de dépotage
- la vidange, le nettoyage, le dégazage et le démantèlement des réseaux de tuyauterie de matières premières / produits finis présents à l'extérieur et à l'intérieur, entre les cuves de stockage des matières premières et les différentes zones de production
- la consignation du réseau électrique

Une alarme anti-intrusion est en fonctionnement sur le site (déclenchement lors de la visite).

Le système de défense incendie (moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs, sprinklage) est toujours en place mais il n'est pas contrôlé et entretenu.

**Constat : la mise en sécurité du site n'a pas été réalisée conformément aux dispositions de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Consignation

**Proposition de délais :** 30 jours

## N° 2 : Mise à l'arrêt des installations

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/11/2024, article R. 512-39-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, ATTES-SECUR

### Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

### Constats :

Lors de la visite, le liquidateur judiciaire indique qu'il n'a plus accès au site, le propriétaire ayant repris les clés du site, suite au non-paiement des loyers.

Sur le terrain, il est observé que l'état du site, constaté lors de la visite d'inspection du 7 mai 2024 n'a pas évolué. La mise en sécurité n'a pas été effectuée (cf point de contrôle précédent).

La société CORAVAL a été missionnée par le liquidateur judiciaire pour rédiger un dossier, remis le 7 mai 2024 à l'inspection des installations classées, reprenant les actions menées/constats réalisés et des préconisations pour la mise en sécurité du site.

L'inspection des installations classées note que la société CORAVAL ne dispose pas de la certification dans le domaine des sites et sols pollués nécessaire pour l'établissement de l'ATTES-SECUR.

Le liquidateur indique qu'il a adressé un courriel à l'inspection des installations classées le 2 octobre 2024 pour justifier l'insolvabilité de la liquidation judiciaire de la SASU SN BRANCHER et les risques de pollution du site ICPE. Il n'est donc pas en mesure de réaliser la mise en sécurité telle que définie par le code de l'environnement et de le faire attester par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.

L'inspection des installations classées rappelle au liquidateur judiciaire que tout document relatif à la cessation d'activité d'une ICPE est à adresser au Préfet.

**Constat : le liquidateur judiciaire n'est pas en mesure d'attester la mise en sécurité du site par la présentation d'une ATTES-SECUR.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Consignation

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 3 : Cessation d'activité - ATTES MEMOIRE**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/11/2024, article R. 512-39-3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Attestation MEMOIRE

**Prescription contrôlée :**

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :

1° Les objectifs de réhabilitation ;

2° Un plan de gestion comportant :

- a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;
- b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;
- c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Pour les installations relevant de l'article L. 181-28, le mémoire décrit les opérations déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'autorisation. Le diagnostic prévu dans le mémoire de réhabilitation tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site, compte tenu des caractéristiques des milieux environnants et du ou des usages futurs du site.

Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer, dans son mémoire de réhabilitation, le maintien sur le site d'une ou de plusieurs zones de pollutions concentrées, lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° Le maintien sur le site ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ;

2° Le maintien sur le site inclut la coupure des voies de transfert des pollutions concentrées ;

3° Le bilan environnemental global du maintien sur le site des pollutions concentrées est plus favorable que celui de leur suppression ;

4° L'attestation prévue à l'avant-dernier alinéa du I confirme que les conditions fixées aux trois alinéas précédents sont remplies.

Le préfet peut arrêter des prescriptions permettant le respect des conditions fixées à ces mêmes alinéas.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.



Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient, en outre, l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.

[...]

#### **Constats :**

Le liquidateur judiciaire indique ne plus avoir de fonds afin de poursuivre la procédure de cessation d'activité (mise en sécurité puis mémoire de réhabilitation). Ainsi, il n'est pas en mesure de produire l'ATTES-MEMOIRE.

**Constat : le liquidateur judiciaire n'a pas adressé au préfet le mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et l'attestation mentionnée à l'article R512-39-3 du code de l'environnement (ATTES-MEMOIRE).**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Consignation

Proposition de délais : 30 jours